

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

*Ouvrages et articles de référence publiés depuis 1984.
Sélection réalisée par Pascal Gourdon.*

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES

ALBERTINI (J.-B.), BERENGUER (C.) et MARX (J.-L.), Pouvoirs locaux. Acteurs et mécanismes de l'administration du territoire et du développement local, Dalloz coll. « Dictionnaire juridique », 1993.

AMSELLE (J.-L.), Logiques métisses, Payot, 1989.

AMSELLE (J.-L.), Vers un multiculturalisme français, Aubier, 1996.

ARNODIN-CHENOT (L.), DOURLENS (C.) et VIDAL-NAQUET (P), Autonomie locale et décentralisation, Anthropos, 1986.

AUBRY (F.-X.), Essai sur la décentralisation, P. Dupont, 1989.

AUBRY (F.-X.), La décentralisation contre l'État (L'État semi-centralisé). Nouvel essai, L.G.D.J. coll. « Décentralisation et développement local », 1992.

AUBY (J.-F.), Les services publics locaux, P.U.F. 1982, coll. « Q.S.J. ? », n° 2023. -AUBY (J.-F.) et PONTIER (J.-M.), Le département, Economica coll. « Collectivités territoriales », 1988.

BACUYANNIS (C.), Le principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales, Economica-PUAM, coll. « Droit public positif », 1993.

BAGUENARD (J.) et BECET (J.-M.), La démocratie locale, P.U.F., coll. « Q.S.J. ? », n° 598, 1995.

BAGUENARD (J.), La décentralisation, P.U.F., coll. « Q.S.J.? », n° 1879, 1988.

BAUDIN-CULLIERE (F.), Principe de subsidiarité et administration locale, Travaux et recherches Panthéon-Assas - Paris II 1995.

BEN RIANA (S.), Essai de réflexions critiques sur le modèle français de la décentralisation territoriale, Thèse Toulouse, 1989.

BENOIT (J.), Théorie juridique de la décentralisation administrative en France, Thèse Paris, 1990.

BIBLIOGRAPHIE

- BIAREZ (S.), Le pouvoir local, Economica coll. « vie politique », 1989.
- BIIDEGARAY (C.), L'État autonome. Forme nouvelle ou transitoire en Europe ? (dir.), Economica, 1994.
- BINOCHE-GUEDRA (J.), La France d'outre-mer 1815-1862, Masson, 1992.
- BLANDEL (A.-M.), Le particularisme du régime législatif des territoires d'outre-mer. Contribution à l'étude du cas de la Nouvelle-Calédonie, Thèse Rennes, 1996.
- BODINEAU (P.) et VERPEAUX (M.), Histoire de la décentralisation, P.U.F. coll. « Q.S.J.? », n° 2741, 1993.
- BOYER (A.), Le statut constitutionnel des territoires d'outre-mer et l'État unitaire. Contribution à l'étude des articles 74, 75, 76 de la Constitution du 4 octobre 1958, Thèse Aix-Marseille, 1991.
- COLLECTIF, Ou va l'État ? La souveraineté économique et politique en question, E.N.A. 26 et 27 septembre 1991; Paris: Ed. Le Monde (R. Lenoir et J. Lesourne, dir.), 1992.
- COUDER (T.), La République féodale. Ces nouveaux princes qui nous gouvernent, Éd. de la Table ronde 1991.
- CROISAT (M.), Le fédéralisme dans les démocraties contemporaines, Montchrestien coll. « Clefs-politique », 1992.
- CROZIER (M.) et TROSA (S.), La décentralisation, réforme de l'État (dir.), Paris: Pouvoirs locaux, 1992.
- DEBBASCH (R.), Le principe révolutionnaire d'unité et d'indivisibilité de la République, Economica-P.U.A.M. coll. « Droit public positif », 1988.
- DOAT (M.), Recherches sur la notion de collectivité locale en droit administratif français, Thèse Toulouse, 1994.
- DOLEZ (B.), Coopération décentralisée et souveraineté de l'État : contribution à l'étude du régime juridique de faction extérieure des collectivités territoriales, Thèse Lille II, 1993.
- FABERON (J.-Y.), Le statut du territoire de Polynésie française. Bilan de dix ans d'application : 1984-1994 (dir.), P.U.A.M.-Economica coll. « Droit public positif », 1996.

BIBLIOGRAPHIE

- FABERON (Y.) : L'outre-mer français – La nouvelle donne institutionnelle, Paris, La Documentation française, 2004.
- GILLE (B.) et SAGE (Y.-L.), *The Territory of French Polynesia, in Essays on French Law in the Pacific*, VUWLR Monograph 8, A. Gordon, Editor, 1993.
- JOYAU (M.) : De l'autonomie des collectivités territoriales françaises, essai sur la liberté du pouvoir normatif local, L.G.D.J., coll. Bibl. de droit public, tome 198, 1998.
- Colloque : Les nouvelles relations Etat-Collectivités locales, Rennes avril 1990; La documentation française, 1991.
- MEMMI (A.), *Portrait du décolonisé*, Gallimard, 2004.
- MOYRAND (A.), De l'autonomie administrative à l'autonomie politique, *in* Le statut du territoire de Polynésie française. Bilan de dix ans d'application : 1984-1994, Economica-P.U.A.M. 1996, p. 148.
- MUCCHIELI (A.), *L'Identité*, « Q.S.J. », PUF, 2003.
- PACTET (P.) : La loi constitutionnelle du 20 juillet 1998 sur la Nouvelle Calédonie”, *in* Mélanges P. GELARD, Montchrestien, Paris 1999, p.199-204.
- PALARD (J.), *Décentralisation et démocratie locale*, La documentation française coll. « Problèmes politiques et sociaux », n° 708, 1993.
- PIMONT (Y.), *Les territoires d'outre-mer*, P.U.F. coll. « Q.S.J. ? », n° 2799, 1994.
- RAYMOND (A.), *La décentralisation et la répartition des compétences entre les collectivités territoriales*, Rapport présenté au nom du Conseil Économique et Sociale, J.O. (Avis et rapports du C.E.S.) n° 17, 17 juillet 1991.
- SEM (G.) : *Introduction au statut de la Polynésie française*, DDOM, Papeete, 1996.
- TERRAZONI (A.), *La décentralisation à l'épreuve des faits*, L.G.D.J. coll. « Décentralisation et développement local », 1987.
- TERRAZONI (A.), *L'administration territoriale en France*, L.G.D.J. coll. « Décentralisation et développement local », 1992.
- THALINEAU (J.), *Essai sur la centralisation et la décentralisation. Réflexions à partir de la théorie de Ch. Eisenmann*, Thèse Tours, 1994.

BIBLIOGRAPHIE

ARTICLES

AL WARDI (S.) : Tahiti et la France, RJP 2001, vol. 7, p. 755-760.

ANDRÉ (S.) : L'évolution des politiques de l'Union Européenne dans la zone du Pacifique, *in Contemporary Challenges in the Pacific: Towards a New Consensus*, RJP Hors Série 2001, vol 1, p.105-121.

BÉNOIT (J.), *La liberté d'administration locale*, R.F.D.A. 2002, p. 1065.

BRARD (Y.) : Autonomie interne et source du droit en Polynésie française, AJDA septembre 1992, p.553.

BRARD (Y.), Nouvelle Calédonie et Polynésie française : Les « lois du Pays », de la spécialité législative au partage du pouvoir législatif, *in RJP Hors-série*, n° 2, 2002, p. 47-72.

BRISSON (J.-F.), Les nouvelles clefs constitutionnelles de répartition matérielle des compétences entre l'État et les collectivités locales, A.J.D.A. 2003, p. 529.

CADOUX (C.), Le concept d'autonomie en France (Théorie et pratique), R.S.A.M.O. décembre 1989, p. 208.

CALINAUD (R.), Les principes directeurs du droit foncier polynésien, RJP. Vol.7., 2001, p. 741-750.

CALINAUD (R.), Un organisme "sui generis" propre à la Polynésie française : La commission de conciliation obligatoire en matière foncière", R.J.P Vol. 10 2004, p. 477- 483.

CHAPUISAT (J.), Libertés locales et libertés publiques, A.J.D.A. 1982, p. 349.

DORMOY (D.), Les compétences externes du Territoire, *in Première Table Ronde sur le Droit Territorial*, Université française du Pacifique 28 juin 1991, p. 20-26.

FABERON (J.-Y.) : Nouvelle Calédonie et constitution : La révision constitutionnelle du 20 juillet 1998, RD pub.1999, p.113-130.

FAVOREU (L.) et ROUX (A.), La libre administration des collectivités territoriales est-elle une liberté fondamentale ?, *Les Cahiers du Conseil Constitutionnel*, n° 12/2002, p. 88 et suiv.

BIBLIOGRAPHIE

- FAVOREU (L.), Les normes de référence applicables au contrôle des délibérations des assemblées territoriales des territoires d'outre-mer : principes généraux du droit ou normes constitutionnelles ? , *RFDA*, 11 (6), nov.-déc. 1995, p. 1242.
- GOHIN (O.) et JOYAU (M.) : L'évolution institutionnelle de la Polynésie française », *AJDA* 2004, 1242-1252.
- GOHIN (O.), La nouvelle décentralisation et la réforme de l'État en France, *A.J.D.A.* 2003, p. 522.
- GOHIN (O.), L'outre-mer dans la réforme constitutionnelle de la décentralisation, *R.F.D.A.* 2003, p. 678.
- GOURDON (P.), La réactualisation du droit processuel en Polynésie française, *Rev. Juridique et politique indépendance et coopération*, n° 3, septembre 1993, p. 369-391.
- GUISELIN (E.-P.), La représentation égale du suffrage en Polynésie française, *RJP*, vol 9, 2003, p.153
- GUISELIN (E.-P.), Les élections à l'Assemblée de la Polynésie française : De nouvelles règles électorales, *R.J.P* Vol 10, 2004, p. 505 523.
- JAN (P.) : L'outre-mer entre mimétisme et spécificité constitutionnels, *Petites-affiches*, 2004, n° 154.
- JORRY (H.), LEAU (J) et NEUFFER (Ph.), La crise de l'élection des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française : du *taui* au *taahuri*, *JCP adm. et coll. terr.* n° 51 du 13 décembre 2004, n° 1812, p. 1615 et s.
- JOYAU (M.), La loi constitutionnelle et l'Outre-mer, *Cahier Administratif et Politistes du Ponant Automne-Hiver* 2002, n° 7, p. 94.
- LAYER (F.), Histoire d'une rencontre : décentralisation et Constitution, *R.R.J.-Droit prospectif*, 2003-2 (2), p. 1107.
- LE POURHIET (A.-M.) : Nouvelle-Calédonie : la nouvelle mésaventure du positivisme, *RDP* 1999, 1005.
- LUCHAIRE (F.), La nature juridique des territoires d'outre-mer, *R.J.P.L.C.* 1985, p. 815.
- LUCHAIRE (F.), Le statut constitutionnel de la France d'outre-mer, *A.J.D.A.* 1992, p.539.

BIBLIOGRAPHIE

LUCHAIRE (F.), L'émergence d'un droit constitutionnel de la décentralisation, A.J.D.A. 1992, N.S. (Décentralisation. Bilan et perspectives), p. 25.

ORAISON (A.): Le nouveau statut d'autonomie renforcée de la Polynésie française, RFDA, mai-juin 2004, p.530-548.

ORAISON (A.), Quelques réflexions générales sur l'article 73 de la Constitution de la V^e République, corrigée et complétée par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003, RFDA 2003, p. 42-58.

PELTZER (L.), Brève histoire de l'enseignement du tahitien en Polynésie française, *in* Bulletin de la Société des Études Océaniques, n° 283, décembre 1999.

PERES (J.) : La Nouvelle répartition des compétences entre l'État et la Polynésie française", RJP vol 10, 2004, p. 481-504.

PONTIER (J.-M.), Les avancées toujours renouvelées de l'autonomie locale: Le cas des TOM", Rev. adm. 2000/1, p 67.

REGOURD (S.), De la décentralisation dans ses rapports avec la démocratie. Genèse d'une problématique, R.D.P. 1990, p. 961.

RIGAUDIÈRE (A.), L'invention de la souveraineté, Pouvoirs 1993, n° 67, p. 5.

SAGE (Y.-L.), *Is it still possible for foreigners to invest freely in French Polynesia? Comments on the decision of 21 November 1996 of the Territorial Assembly of French Polynesia, VUWLR Special Issue Vol. 29, 1997.*

SCHOETTL (J.-E.), Un nouveau statut pour la Polynésie française après la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, RFDA, 2004, p. 254.